

SUGGESTED OPENING REMARKS (April 7, Opening Remarks)

FORUM DE HAUT NIVEAU SUR L'IRRIGATION AU SAHEL : BILAN ET PERSPECTIVES
1,054 words, Duration 5 to 8 minutes

Allocution d'ouverture de Mme Keiko Miwa, Keiko Miwa

Directrice des Opérations

Cabo Verde, Gambie, Guinée-Bissau, Mauritanie, Sénégal

Région Afrique de l'Ouest et du Centre - Banque mondiale

(Dakar, 7 avril 2025)

=====

- *Excellence, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Souveraineté Alimentaire et de l'Élevage du Sénégal*
- *Excellence, Messieurs les Ministres en charge de l'eau, l'agriculture, l'environnement et les finances*
- *Monsieur le Secrétaire Exécutif du Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel,*
- *Chers partenaires au développement,*
- *Mesdames et Messieurs les représentants de la société civile, du secteur privé,*
- *Distingués Invités, Mesdames et Messieurs :*

Tout d'abord, je voudrais féliciter les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre en général, et ceux du Sahel en particulier, ainsi que leurs partenaires pour les énormes efforts consacrés à l'essor de l'irrigation depuis 1960. Comme on le dit en langue nationale du pays hôte « **Gathié Ngalama** ».

Mais il convient de reconnaître que le développement de l'irrigation dans la région présente encore des défis. Permettez-moi d'en citer quelques-uns : l'ampleur des investissements nécessaires ; les contraintes budgétaires des pays ; l'incertitude relative aux droits fonciers en zones rurales ; ainsi que les difficultés d'accès des exploitants à petite échelle aux financements privés et aux débouchés commerciaux.

Au cours des dernières décennies, la région du Sahel a enregistré de fortes variations climatiques annuelles et saisonnières. De même, la quasi-totalité des populations Sahéliennes et une proportion significative de celles des autres pays de la région ressentent les effets néfastes des sécheresses et des inondations.

Les moyens de subsistance de millions de personnes, en particulier, les petits agriculteurs et les éleveurs nomades, dépendent fortement de l'agriculture pluviale. Celle-ci représente 30 à 40% des PIB des pays sahéliens et contribue fortement à la création d'emplois.

Les changements climatiques devraient aggraver les déficits pluviométriques actuels observés. Ils pourraient même entraîner de graves sécheresses et des pertes de rendement dans le secteur agricole.

La **gestion efficace des ressources en eau** est donc indispensable pour :

- Améliorer la productivité des activités agricoles et pastorales ;
- Créer des emplois ruraux dans toute la chaîne de valeur agricole ;
- Accroître la résilience des populations aux effets des changements climatiques ;
- Réduire d'une manière significative l'insécurité alimentaire et la pauvreté.

Déjà en 2013, les Ministres du Sahel avaient signé la **Déclaration de Dakar** dont l'objectif central était d'investir massivement dans l'hydraulique agricole. L'objectif fixé était d'accroître les périmètres irrigués de 400 000 hectares à 1 000 000 d'hectares à l'horizon 2020.

Le **Projet d'Appui Régional à l'Initiative Irrigation au Sahel (PARIIS)** a été conçu pour soutenir cette ambition. Mis en œuvre depuis 2018, ce projet a bénéficié d'un financement total IDA de 175 millions de dollars pour le CILSS et les six pays du Sahel. De plus, depuis 2022, un cofinancement de 30 millions d'euros de la Coopération Espagnole a renforcé l'enveloppe pour le Sénégal et le Niger.

Ce projet qui est unique en son genre témoigne de notre engagement à soutenir le développement de l'irrigation au Sahel afin de promouvoir le bien-être des populations. Je suis heureux d'apprendre que le PARIIS affiche déjà des résultats intermédiaires concrets sur le terrain :

- Développement de 15 000 hectares de surfaces irriguées qui sont mises en valeur dans tous les pays du Sahel ;
- Création ou renforcement de 228 instruments et instances de gestion locale des terres et de l'eau ; et
- Formation d'environ 73,500 personnes à la gestion de l'irrigation dans les six pays.

Excellence, Messieurs les Ministres, distingués partenaires, les enjeux actuels nécessitent une approche transformationnelle et collective. Nous devons conjuguer nos efforts pour:

- Mobiliser des financements innovants associant ressources publiques et investissements privés;
- Renforcer les cadres juridiques et institutionnels garantissant la sécurité foncière;
- Développer des modèles d'irrigation adaptés aux réalités locales et accessibles aux petits producteurs;
- Intégrer les technologies numériques pour optimiser la gestion de l'eau;
- Faciliter l'accès des agriculteurs aux marchés nationaux et régionaux.

La Banque mondiale reste engagée à soutenir cette vision collective à travers plusieurs initiatives stratégiques. Nous soutenons l'approche holistique de la gestion des ressources hydriques, comme en témoigne le Programme pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PGIRE) dans le bassin du fleuve Sénégal. Cette initiative a permis le développement ou la réhabilitation de 14 000 hectares de périmètres irrigués, bénéficiant à la Guinée, au Mali, à la Mauritanie et au Sénégal.

Notre portefeuille comprend également:

- Le Programme de résilience du système alimentaire d'Afrique de l'Ouest, bénéficiant à quatre millions de personnes, dont 1,9 million au Burkina Faso, Mali et Niger;
- En Mauritanie, le Projet d'Appui au Développement et à l'Innovation du Secteur Agricole soutient l'aménagement de 2 500 hectares, avec une approche partenariale État-communautés-secteur privé;
- Au Niger, nous soutenons les projets structurants et multisectoriels tels que la construction du barrage Kandadji et le Projet Plateforme Intégrée de la Sécurité de l'Eau qui à terme, étendront les périmètres irrigués de près de 50 000 hectares.;
- Au Burkina Faso, le Projet de Résilience et de Compétitivité de l'Agriculture (PReCA), et le récent Projet de Sécurité de l'Eau, visent l'aménagement d'environ 5 300 hectares de terres irriguées.

Nous préparons également des initiatives ambitieuses comme le Projet de connectivité et d'intégration de la vallée du fleuve Sénégal entre la Mauritanie et le Sénégal ainsi que le Programme Développement, résilience et valorisation des eaux transfrontalières pour l'Afrique de l'Ouest (DREVE), dont la première phase prévoit environ 530 millions de dollars pour développer près de 50 000 hectares au Burkina Faso, Mali, Mauritanie et Sénégal.

Mais ces initiatives, bien qu'importantes, ne peuvent réussir sans l'implication effective de tous les acteurs. Ce forum représente une opportunité précieuse pour:

(i) faire le bilan du progrès fait depuis la Déclaration de Dakar en 2013 dans le domaine de l'agriculture irriguée ; (ii) de discuter des défis rencontrés et des leçons apprises de nos interventions diverses (iii) et de convenir sur les actions prioritaires susceptibles de booster le développement de l'agriculture irriguée au Sahel et en Afrique de l'Ouest et du Centre.

L'heure est à l'action coordonnée et innovante. La Banque mondiale renouvelle son engagement auprès des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, en synergie avec tous ses partenaires. Nous prêterons une attention particulière aux diverses recommandations de cette rencontre afin de consolider nos partenariats stratégiques, capitaliser sur résultats et leçons apprises, et mettre sur pied, des programmes d'irrigation encore plus ambitieux. Nous pourrions ainsi renforcer la sécurité alimentaire, favoriser une croissance économique durable et améliorer la résilience des populations face aux défis climatiques dans toute la région.

Je vous souhaite des échanges fructueux et vous remercie de votre attention